

ATTENDU QUE le Comité paritaire et conjoint recommande au gouvernement de réviser le contrat de travail des membres de la Sûreté du Québec pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2022, en approuvant sa recommandation à laquelle sont annexés les textes de ce contrat de travail paraphés le 20 mars 2018;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 19 de cette loi la recommandation doit être approuvée par le gouvernement afin qu'elle ait l'effet d'un contrat de travail signé par les parties;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver la recommandation du Comité paritaire et conjoint;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique :

QUE la recommandation du Comité paritaire et conjoint à l'égard du contrat de travail des membres de la Sûreté du Québec pour la période du 1^{er} avril 2015 au 21 mars 2022, annexée à la recommandation ministérielle faisant l'objet du présent décret, soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ FORTIER

68880

Gouvernement du Québec

Décret 769-2018, 13 juin 2018

CONCERNANT la rémunération et les conditions relatives à l'exercice des fonctions des officiers de la Sûreté du Québec

ATTENDU QUE l'article 57 de la Loi sur la police (chapitre P-13.1) prévoit que le traitement des membres et des cadets de la Sûreté du Québec est déterminé par le gouvernement qui établit, à cette fin, sauf en ce qui concerne le directeur général, leur classification, leur échelle de traitement et les autres conditions relatives à l'exercice de leurs fonctions;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 65 de cette loi prévoit que le régime de retraite établi en vertu de la Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec (chapitre R-14) s'applique à tous les membres de la Sûreté, sauf aux officiers;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 65 de cette loi prévoit que le gouvernement peut rendre ce régime de retraite applicable, avec ou sans modification, au directeur général, à un ou plusieurs directeurs généraux adjoints ou à l'ensemble des autres officiers;

ATTENDU QU'en vertu du décret n^o 849-2012 du 1^{er} août 2012, la rémunération et les conditions relatives à l'exercice des fonctions des officiers de la Sûreté du Québec ont été déterminées et qu'il y a lieu de les remplacer;

ATTENDU QUE le gouvernement a approuvé, par le décret n^o 1014-2013 du 2 octobre 2013, la recommandation du Comité paritaire et conjoint à l'égard du régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu de remplacer la rémunération et les conditions relatives à l'exercice des fonctions des officiers de la Sûreté du Québec et de leur rendre applicable, avec modifications, le régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, conformément aux dispositions du document annexé à la recommandation ministérielle;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique :

QUE soient remplacées la rémunération et les conditions relatives à l'exercice des fonctions des officiers de la Sûreté du Québec et que leur soit applicable, avec modifications, le régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, conformément aux dispositions du document annexé à la recommandation ministérielle;

QUE le présent décret remplace la rémunération et les conditions relatives à l'exercice des fonctions des officiers de la Sûreté du Québec déterminées par le décret n^o 849-2012 du 1^{er} août 2012.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ FORTIER

68881

Gouvernement du Québec

Décret 770-2018, 13 juin 2018

CONCERNANT la nomination de monsieur Frédéric Gaudreau comme commissaire associé aux enquêtes au Commissaire à la lutte contre la corruption

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 8.1 de la Loi concernant la lutte contre la corruption (chapitre L-6.1), le gouvernement nomme un commissaire associé aux enquêtes, sur la recommandation du ministre, parmi les personnes qui ont été déclarées aptes à exercer la charge par un comité de sélection formé par le ministre, composé du commissaire, du sous-ministre de la Sécurité publique et d'un directeur de corps de police recommandé par le conseil d'administration de l'Association des directeurs de police du Québec;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 8.2 de cette loi, le mandat d'un commissaire associé est d'une durée fixe, qui ne peut excéder cinq ans;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 8.3 et de l'article 5.5 de cette loi, le gouvernement fixe, sur la recommandation du ministre, la rémunération des commissaires associés, leurs avantages sociaux et leurs autres conditions de travail;

ATTENDU QUE le ministre de la Sécurité publique a formé un comité de sélection;

ATTENDU QUE le comité de sélection a transmis un rapport au ministre de la Sécurité publique indiquant notamment le nom des candidats qui ont été déclarés aptes à exercer la charge de commissaire associé aux enquêtes;

ATTENDU QUE monsieur Frédéric Gaudreau a été déclaré apte à être nommé commissaire associé aux enquêtes au Commissaire à la lutte contre la corruption;

ATTENDU QUE le poste de commissaire associé aux enquêtes au Commissaire à la lutte contre la corruption est vacant et qu'il y a lieu de le pourvoir;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique :

QUE monsieur Frédéric Gaudreau, directeur des enquêtes en partenariat et du renseignement, Autorité des marchés financiers, soit nommé commissaire associé aux enquêtes au Commissaire à la lutte contre la corruption pour un mandat de cinq ans à compter du 26 juin 2018, aux conditions annexées.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ FORTIER

Conditions de travail de monsieur Frédéric Gaudreau comme commissaire associé aux enquêtes au Commissaire à la lutte contre la corruption

Aux fins de rendre explicites les considérations et conditions de la nomination faite en vertu de la Loi concernant la lutte contre la corruption (chapitre L-6.1)

1. OBJET

Le gouvernement du Québec nomme monsieur Frédéric Gaudreau, qui accepte d'agir à titre exclusif et à temps plein, comme commissaire associé aux enquêtes au Commissaire à la lutte contre la corruption, ci-après appelé le Commissaire.

Sous l'autorité du commissaire à la lutte contre la corruption et dans le cadre des lois et des règlements ainsi que des règles et des politiques adoptées par le Commissaire pour la conduite de ses affaires, il exerce tout mandat que lui confie le commissaire à la lutte contre la corruption.

Monsieur Gaudreau exerce ses fonctions au bureau du Commissaire à Montréal.

2. DURÉE

Le présent engagement commence le 26 juin 2018 pour se terminer le 25 juin 2023, sous réserve des dispositions des articles 4 et 5.

3. RÉMUNÉRATION ET AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL

3.1 Rémunération

À compter de la date de son engagement, monsieur Gaudreau reçoit un traitement annuel de 146 596 \$.

Le traitement de monsieur Gaudreau sera révisé selon les règles applicables à un vice-président d'un organisme du gouvernement du niveau 6 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

3.2 Autres conditions de travail

Les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 s'appliquent à monsieur Gaudreau selon les dispositions applicables à un vice-président d'un organisme du gouvernement du niveau 6 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

4. TERMINAISON

Le présent engagement prend fin à la date stipulée à l'article 2, sous réserve toutefois des dispositions qui suivent :

4.1 Démission

Monsieur Gaudreau peut démissionner de son poste de commissaire associé aux enquêtes au Commissaire, sans pénalité, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

Copie de l'avis de démission doit être transmise au secrétaire général associé aux emplois supérieurs du ministère du Conseil exécutif.

4.2 Destitution

Monsieur Gaudreau consent également à ce que le gouvernement révoque en tout temps le présent engagement, sans préavis ni indemnité, pour raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du gouvernement.

4.3 Échéance

À la fin de son mandat, monsieur Gaudreau demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau.

5. RENOUVELLEMENT

Tel que prévu à l'article 2, le mandat de monsieur Gaudreau se termine le 25 juin 2023. Dans le cas où le ministre responsable a l'intention de recommander au gouvernement le renouvellement de son mandat à titre de commissaire associé aux enquêtes au Commissaire, il l'en avisera au plus tard six mois avant l'échéance du présent mandat.

6. ALLOCATION DE TRANSITION

À la fin de son mandat de commissaire associé aux enquêtes au Commissaire, monsieur Gaudreau recevra, le cas échéant, une allocation de transition aux conditions et suivant les modalités prévues à la section 5 du chapitre II des Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein.

7. Toute entente verbale non incluse au présent document est nulle.

68882

Gouvernement du Québec

Décret 771-2018, 13 juin 2018

CONCERNANT la nomination de M^e Éric René comme commissaire associé aux vérifications au Commissaire à la lutte contre la corruption

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 8 de la Loi concernant la lutte contre la corruption (chapitre L-6.1), le gouvernement nomme des commissaires associés aux vérifications, sur la recommandation du

ministre, parmi les personnes qui ont été déclarées aptes à exercer la charge par un comité de sélection formé par le ministre, composé du commissaire, du sous-ministre de la Sécurité publique et d'un comptable professionnel agréé recommandé par l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 8.2 de cette loi, le mandat d'un commissaire associé est d'une durée fixe, qui ne peut excéder cinq ans;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 8.3 et de l'article 5.5 de cette loi, le gouvernement fixe, sur la recommandation du ministre, la rémunération des commissaires associés, leurs avantages sociaux et leurs autres conditions de travail;

ATTENDU QUE le ministre de la Sécurité publique a formé un comité de sélection;

ATTENDU QUE le comité de sélection a transmis un rapport au ministre de la Sécurité publique indiquant notamment le nom des candidats qui ont été déclarés aptes à exercer la charge de commissaire associé aux vérifications;

ATTENDU QUE M^e Éric René a été déclaré apte à être nommé commissaire associé aux vérifications au Commissaire à la lutte contre la corruption;

ATTENDU QU'un poste de commissaire associé aux vérifications au Commissaire à la lutte contre la corruption est vacant et qu'il y a lieu de le pourvoir;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique :

QUE M^e Éric René, directeur principal des enquêtes par intérim, Autorité des marchés financiers, soit nommé commissaire associé aux vérifications au Commissaire à la lutte contre la corruption pour un mandat de cinq ans à compter du 26 juin 2018, aux conditions annexées.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ FORTIER
